



ITUZE IWACU

RAPPORT ANNUEL

Ce document contient les acquis et incidence du projet ITUZE IWACU Durant les 10 mois passe datant de 1 Janvier 2023 au 31 Octobre 2023

2023



Ce projet a été réalisé par l'aptitude de TUBIBE AMAHORO et ses personnels dévoué de volonté de changement au sein de la société rwandaise

Le secrétaire exécutif **Mr. KABANO Pierre Célestin**

La charge de finance **Madame MUKAMUSONI Egidie**

Les Juristes des CAJ et leurs assistants de travail :

Mr. HATEGEKIMANA Sosthène et son assistante de travail **Madame MUTUYIMANA Diane**

Mr. NTIHEMUKA Jean Baptiste et son assistant de travail **Mr. NIZEYIMANA Alphonse**

TUBIBE AMAHORO remercie également les partenaires limitrophes du projet notamment :

1. Le district de **Karongi** et le district de **Rutsiro** pour leur disponibilité et la volonté dans la mise en œuvre des activités du projet ;

Les bailleurs de fond utilise dans la mise en œuvre du projet à l'encontre de :

1. **RCN justice & démocratie | Rwanda** membre meneur du consortium



2. **Agence de la Confédération de Suisse de développement SDC | Rwanda**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

TUBIBE AMAHORO remercie aussi autre membre du consortium tel que **HAGURUKA** et **LAWYERS of HOPE** pour leur ajouts injectes pour la mise en œuvre efficace du projet **ITUZE IWACU** dans des réunions et concertations

TABLE DE CONTENUS

LISTE DES ACRONYMES.....	3
1. RESUME EXECUTIF	4
2. RESULTATS ET INCIDENCE DU PROJET	5
2.1. Appui à l'appropriation et à la dissémination de la politique ADR au niveau des districts et des populations.....	5
2.1.1. <i>La formation de formateurs CAJ couplé avec la préparation des ateliers de District.....</i>	5
2.1.2. <i>Premier Ateliers dans Districts</i>	7
2.1.3. <i>Atelier final de district.....</i>	9
2.2. Distribution des outils (IEC imprimées) de sensibilisation de la population sur la résolution alternative des conflits.....	10
2.3. La consultation juridique, orientation et accompagnement	10
2.3.1. <i>Offre d'aide juridique en district de Rutsiro</i>	11
2.3.2. <i>Offre d'aide juridique en district de Karongi.....</i>	12
2.4. Règlement à l'amiable des conflits par le renforcement des Comités Abunzi en médiation.....	13
2.4.1. <i>Formation des comités Abunzi des secteurs dans la politique ADR.....</i>	13
2.5. Les sessions d'exécutions de jugements Gacaca et autres	16
3. LES DEFIS RENCONTREES.....	17
3.1. Une volonté insuffisante	17
3.2. Distance et topographie	17
4. REUSSITES & LESSONS APPRISE.....	17
4.1. Réussites	17
4.2. Leçons apprises.....	17
5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	18
5.1. Conclusion	18
5.2. Recommandations.....	18

LISTE DES ACRONYMES

CAJ	: Centre d'accès a la Justice
HNP	: Huissier non professionnel
ADR	: Alternative dispute resolution
MAJ	: Maison d'accès a la justice
MARC	: Mode alternatif de règlement des conflits
DCI	: District criminal investigator
DPCO	: District political and civic officer
JRLOS	: Justice reconciliation laws and orders sector

1. RESUME EXECUTIF

Le présent document est un rapport de l'addendum au document de projet « ITUZE IWACU » mis en œuvre par un consortium composé de RCN Justice & Démocratie, HAGURUKA, Lawyers of Hope et TUBIBE AMAHORO. L'addendum s'étend de la période de Janvier 2023 à l'Octobre 2023.

TUBIBE AMAHORO et ses partenaires rwandais du consortium sont aujourd'hui, le groupe d'organisations le plus ancien et le plus impliqué, dans le renforcement de mécanismes alternatifs de résolution des conflits au sein des communautés. Ce consortium a appuyé, depuis ses débuts, le mécanisme des Abunzi, instance de conciliation qui règle les litiges, a appuyé les citoyens de faire recours aux mécanismes qui règlent les différends d'une façon pacifique. Le consortium a également lancé récemment, le renforcement de capacité des Secrétaires exécutifs de cellule et de secteur qui ont la qualité d'huissiers non-professionnels (HNP) pour offrir une aide juridique relative à l'exécution des décisions y compris Gacaca, dans leur ressort respectif. A ce jour, ce sont des milliers de décisions prises par les juridictions Gacaca entre 2002 et 2012, jusque-là en souffrance, qui ont été exécutées à l'échelle de sept districts Karongi, Kayanza, Kicukiro, Ngoma, Nyabihu, Nyanza, Rutsiro soit un quart des districts (30 au total), du pays.

Lors de cette année 2023, TUBIBE AMAHORO et ses partenaires du consortium ont renforcé leur travail en soutien aux politiques adoptées. En ce qui concerne les ADR, au niveau national, le consortium participe aux travaux de réflexion pour décliner les politiques adoptées en plans stratégiques, plans d'action, lois, etc. Les résultats du travail du consortium et les enseignements qui en seront tirés pour l'avenir feront cependant l'objet d'une présentation en conférence de clôture qui servira aussi de plaidoyer pour des orientations pertinentes sur la poursuite des ADR.

A ce qui concerne TUBIBE AMAHORO dans son champ d'intervention dans le district de Karongi et Rutsiro, dans ce projet ITUZE IWACU, toutes les interventions ont été faites conformément aux ententes du contrat signé entre TUBIBE AMAHORO et RCN Justice & Démocratie notamment :

- ➔ Deux ateliers de district par district qui ont été faits dans le cadre d'introduire les activités issues du projet ITUZE IWACU dont la participation était de 30 personnes de chaque district pour la discussion des grandes lignes du projet ainsi que les grandes lignes émises par la nouvelle politique alternative de résolution de conflit.
- ➔ Les activités de dissémination et de vulgarisation de la politique ADR pour les responsables locaux et les populations.
- ➔ L'accompagnement des agents de district suivant l'atelier de district qui a été fait dans le cadre d'introduire les activités issues du projet ITUZE IWACU dans chaque district pour la discussion des grandes lignes du projet ainsi que les grandes lignes émises par la nouvelle politique alternative de résolution de conflit. Les trois accompagnements dans chaque district

dont 30 personnes participants dans chacune ; soit 90 par district et 180 pour les deux districts

- ➔ Les activités d'exécution à l'amiable des décisions des juridictions GACACA et autres jugements exécutoires. Environ une quinzaine de sessions ont été organisées par district au cours de l'année 2023, soit 30 pour toutes les zones opérationnelles de TUBIBE AMAHORO
- ➔ Le renforcement des capacités des agents MAJ qui supervisent et forment les Abunzi faite par TUBIBE AMAHORO. Les MAJ ont renforcé les Abunzi en médiation ainsi qu'à superviser leur travail. 19 sessions par district, soit au total de 7 MAJ qui ont supervisé 423 comités Abunzi de cellules et 84 comités Abunzi de secteurs.
- ➔ L'offre des services de consultation, accompagnement des citoyens, les référés et d'orientation des populations ;
- ➔ L'offre d'aide juridique pour les jeunes filles et femmes faisant face à la violation de leurs droits ;

2. RESULTATS ET INCIDENCE DU PROJET

Dans une période de 10 mois il s'avère trop tôt pour enregistrer toutes les résultats, mais les différentes pratiques nous donnent le moyen de cartographier quelques incidences dans différents domaines et mode opératoires.

2.1. Appui à l'appropriation et à la dissémination de la politique ADR au niveau des districts et des populations

Dans la dissémination de la politique ADR, TUBIBE AMAHORO a utilisé des différentes stratégies afin de pouvoir enregistrer les résultats escomptés.

2.1.1. La formation de formateurs CAJ couplé avec la préparation des ateliers de District

Dans le renforcement de capacités des agents CAJ, TUBIBE AMAHORO a fait faire connaissance :

- a. du modèle de résolution de conflit de TUBIBE AMAHORO afin de s'y identifier et le prendre en considération ensemble avec la politique ADR ;
- b. dynamique de changement, marqueurs de progrès et rapport basé sur les résultats pour savoir cartographier les incidences des activités du projet ;
- c. théorie de changement et documentations des résultats. Comme résultats, les agents CAJ ont répondu favorablement aux attentes du projet que ce soit au niveau de préparation ou/et au niveau de recueillir et documentation des résultats.

Dans le cadre d'appuyer les CAJ, TUBIBE AMAHORO a fait louer les bureaux où les CAJ vont effectuer les activités de donner l'aide juridique, ainsi que leur fournir les matériaux nécessaires y

compris les moyens de transports des CAJ. Ceci s'ajoute le recrutement des agents capable de mise en application des activités des CAJ.

Le plan de renforcement et de partage de la connaissance a été fait tous les premiers lundi de chaque mois durant tous ces dix mois passe du projet.

La présentation power point est l'une des outils, la discussion plénière, questions et réponses sont offertes.

Incidence du renforcement de capacité CAJ:

Incidence 1 : les agents CAJ ont eu connaissance de formateurs dans le cadre de mise à jour de connaissance de la politique alternative de résolution de conflits non seulement au MAJ mais aussi ont eu connaissance sur le savoir et comment faire pour formes les Abunzi et les transformer en médiateurs principale dans leur activités de résolution du conflit ;

Incidence 2 : les agents CAJ savent comment suivre les marqueurs de progrès du projet et savoir répondre à eux dans le rapportage des activités non seulement du projet ITUZE IWACU mais aussi toutes les projets qu'ils peuvent exécuter, ils savent également comment recueillir les incidences et les changements provenant des activités du projet dans son sphère d'influence, comment faire une documentation des changements et des résultats du projet

Incidence 3 : les agents du CAJ font une sortie d'office dans le cadre de mobilisation et de dissémination de la politique ADR et dans le cadre d'offrir l'aide juridique au citoyens.

Le partenaire RCN Justice & démocratie a fait le renforcement de capacités des agents CAJ dans la formation dans la mise en œuvre du projet ITUZE IWACU de 20-24 Février 2023 qui a eu lieu à Hôtel Saint André à Kabgayi ayant pour objectifs :

- a. Harmoniser les pratiques d'aide juridique en les enrichissant par les expériences des uns et des autres des participants, ainsi que la mise à niveau des nouveaux membres des cliniques juridiques ;
- b. Approfondir la méthodologie des cliniques d'aide juridiques (de District et des cliniques mobiles).
- c. Renforcer les capacités des juristes des organisations de la société civile membres du consortium en vue du de transfert de connaissances et d'information sur les MARC aux autorités de base, aux HNP ainsi qu'aux Abunzi.

Les stratégies utilisées dans l'atelier de renforcement de capacité des agents CAJ est la présentation power point, discussion en groupe, et travail de plénière.

Comme résultats,

Résultat 1 : Les capacités des juristes des cliniques juridiques et leurs assistants sont renforcées en matière de transfert de connaissance et d'information sur l'exécution des décisions judiciaires, la médiation par les Abunzi,

Résultat 2: Les juristes et assistants des cliniques d'aide juridique ont des capacités suffisantes d'offrir l'aide juridique et à accompagner les activités de dissémination et de vulgarisation de la politique ADR pour les responsables locaux et les populations.

Résultat 3 : Diverses expériences et surtout les bonnes pratiques d'aide juridique des uns et des autres sont prises en compte et discutées pour plus d'efficacité pour les juristes nouvellement engagés.

Résultat 4 : Le plan d'exécution du projet est dressé de commun accord et ensemble.

2.1.2. Premier Ateliers dans Districts

Sous une thème « *Porte à la connaissance des autorités de districts ainsi qu'aux autres autorités locaux la mise en œuvre des activités du projet et l'application de la politique ADR* » Depuis 30 Mars 2023 et 31 Mars 2023 dans le district Rutsiro et Karongi respectivement, TUBIBE AMAHORO en partenariat avec RCN justice et démocratie ont conduit un atelier de district visant à porter à la connaissance des autorités de districts ainsi qu'aux autres autorités locaux la mise en œuvre des activités du projet et surtout la dissémination du contenu de la politique alternatif de résolution des conflit (ADR).



Présentation des grandes lignes de la politique ADR par agent de TUBIBE AMAHORO | Rutsiro



Madame la Maire de Karongi donnant le mot encourageant les participants la prise en considération la politique ADR



Présentation de la rationale de cette activité par le chargé des programmes TUBIBE AMAHORO

Les participants de cette activité ont été choisis scrupuleusement pour leur importance capitale dans la mise en œuvre de la politique ADR

- a. Une personne du Comité exécutif du district (1) comme gérant du district, il a facilité les autorités de base dans la légalisation et officialisation de cette divulgation ;
- b. Le directeur de bonne gouvernance (1) comme administrateur des entités décentralisées qui en retour a facilité la mise en application, le suivi et évaluation de cette activité
- c. La maison d'accès à la justice (MAJ) comme entité représentant le ministère de la Justice et les politique visant la justice dans le district ;
- d. Le chargé du JADF, pour savoir de quoi TUBIBE AMAHORO et son Partenaire RCN ont en train de faire ;
- e. Les secrétaires exécutifs de secteurs ou charge de l'état civil pour savoir le contenu de la politique et qui ont divulgué les points essentielles et vitale de la politique ADR dans *Inteko z'abaturation* et autre réunions qu'ils administrent ;
- f. Investigateur de district (DCI) en tant qu'une personne qui va rencontrer d'une part ou d'une autre la mise en application de cette politique et qui va lui aussi la mise en application en tant qu'investigateur agréé
- g. Police (Commandant de la police au niveau du district et DPCO) comme une personne qui dirige les autres vivant au sein de la communauté et qui entrent souvent dans la résolution des conflits ;
- h. Charges des coopératives de district qui assure la supervision de coopératives et qui entre toutefois dans la résolution des conflits au sein des coopératives (qui met en ensemble beaucoup des personnes)
- i. Le/la représentant(e) des secrétaires exécutifs de cellules qui va nous aider et faciliter au sein de secrétaire exécutif des cellules a la divulgation de point essentielle de la politique ADR
- j. Greffier du tribunal de district qui facilite toutefois la conciliation/médiation avant d'entrer en fond des requêtes
- k. Les Représentants des points focaux de la gouvernance qui sont des personnes intègre facilitant la collecte des priorités au moment de la planification du district, et les conseiller des centre RUHUKA qui toutefois facilitent la conciliation de familiers ayant des déférents familiale.
- l. La société civile au sein du comité JRLOS car le JRLOS est active dans la justice et les organisations de la société civile au sein de JRLOS représentent d'autres OSC opérant dans le secteur de la justice. En les invitant, TA veut voir ces OSC les communique l'utilisation de cette politique ADR dans leur activités quotidienne ;
- m. Le représentant du RIC qui représente autres organisations basées sur les croyances parce que les organisations de croyance ont les méthodes de résolution de conflit au sein de leur croyance.

Stratégie utilisée : l'atelier a été fait dans une salle de réunion, avec une présentation par power point et des documents préparés pour chacun des participants qu'il va utiliser hors réunion et qu'il/elle peut utiliser en cas de coupure de courant électrique lors de la dissémination.

Après la présentation TA à accorder le temps de discussion en plénière. Le temps de Question et réponses est offert.

En réalisant cette activité, TUBIBE AMAHORO a enregistré les incidences suivantes :

Incidence 1 : les autorités de district ont participé et pris en connaissance les activités du projet ;

Incidence 2 : les participants de l'atelier ont dressé le plan d'accompagnement, de manière pilote, pour la dissémination de la politique. TUBIBE AMAHORO les ont accompagné dans les trois lieux de leur choix pour disséminer le contenu de la politique ADR. De ce fait, six accompagnements dont trois par district ont été conduits respectivement de façon suivante :

En district de Karongi, trois accompagnements ont eu lieu. Le 29 Mai à Mutuntu avec 28 personnes sa participation, le 31 Mai à Rwankuba avec 32 personnes qui ont participé et le 02 Juin à Mubuga avec participation de 25 personnes ; en totalité c'était 30 femmes et 57 hommes. En district de Rutsiro les accompagnements ont eu lieu à Mushonyi le 18 Mai, Kigeyo le 19 Mai et Nyabirasi le 22 Mai. La participation prévue était de 90 personnes et celle réalisée est de 87 personnes, soit 30 femmes et 57 hommes.

Incidence 3 : les autorités de district ont rendu publique les points de la politique alternative de résolution de conflit et pris en possession les résultats y relatif. De ce fait, ceux qui ont participé dans l'atelier ont pris le temps de divulguer le message dans les assemblées de cellule communément appelé *inteko z'abaturage*. 37 *inteko z'abaturage* dans les deux districts dont la participation a atteint plus de 5550 citoyens ordinaires et dirigeants locaux ont eu information sur la politique ADR

2.1.3. Atelier final de district

Le dernier atelier de district a été prévu pour rendre conscient les autorités de district, partenaires du projet et autres les impacts du projet durant toutes les dix mois passés de son exécution. Il s'agit de recueillir les conclusions suggestives des participants en vue de dresser de façon efficace les interventions futures du TUBIBE AMAHORO, RCN Justice & démocratie et membre du consortium. Il s'agit aussi de prendre en conscience les résultats afin de se les approprier et les sauvegarder.



Les participants de l'atelier final | Karongi

Conclusion suggestive et incidence de l'activité :

- ✓ Après avoir montré les résultats des activités et acquis du projet, les autorités de district se sont engagées de continuer toutes les activités du projet ITUZE IWACU à l'absence de TUBIBE AMAHORO pour accéder aux populations entières de leur entités administratifs, notamment la sensibilisation et la vulgarisation de la politique ADR à la population comme outil quotidien de résolution des conflits ;
- ✓ Continuer l'exécution des jugements GACACA et autre en général en s'appuyant premièrement sur l'ADR Policy comme la meilleur voie d'arriver à la paix, l'unité et réconciliation ;

Les autorités de deux districts ont montré l'expression de souhait s'ils a lieu de la reprise du projet, que les formations de comites Abunzi seront guider aussi vers les comités des cellules, puisqu'ils n'ont pas eu cette opportunité.

2.2. Distribution des outils (IEC imprimées) de sensibilisation de la population sur la résolution alternative des conflits

Malgré qu'ils soient les premiers bénéficiaires des mécanismes alternatifs de résolution de conflits, de nombreux membres de la communauté ignoraient souvent leur existence. Ils ignoraient notamment que des mécanismes peuvent offrir des solutions de conciliation et ainsi contribuer favorablement au vivre ensemble et à la cohésion sociale de leur communauté. Les affiches et les dépliants sont distribués lors des sessions d'accompagnement qui sont organisées par les autorités de Districts au niveau local. Les dépliants facilitaient ainsi les Chefs des villages à fournir l'information aux citoyens qui leur soumettent leurs litiges pour les résoudre et à leur demander de relayer le message au sein de leur entourage. Le thème principal porta sur la promotion de la connaissance et du recours aux mécanismes alternatifs de résolution des conflits ainsi que sur la promotion et la protection des droits des femmes et les jeunes filles vulnérables.

De ce fait, dans toutes les districts opérationnelles de TUBIBE AMAHORO, les affiches et les dépliants distribués sont comptés au nombre de 490 par district, soit 980 pour les deux districts.

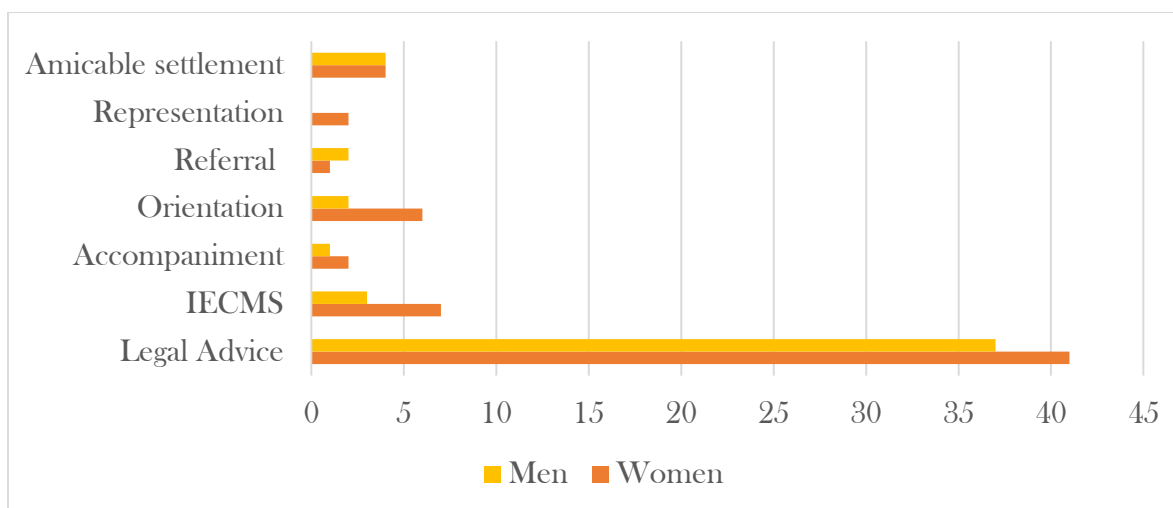
2.3. La consultation juridique, orientation et accompagnement

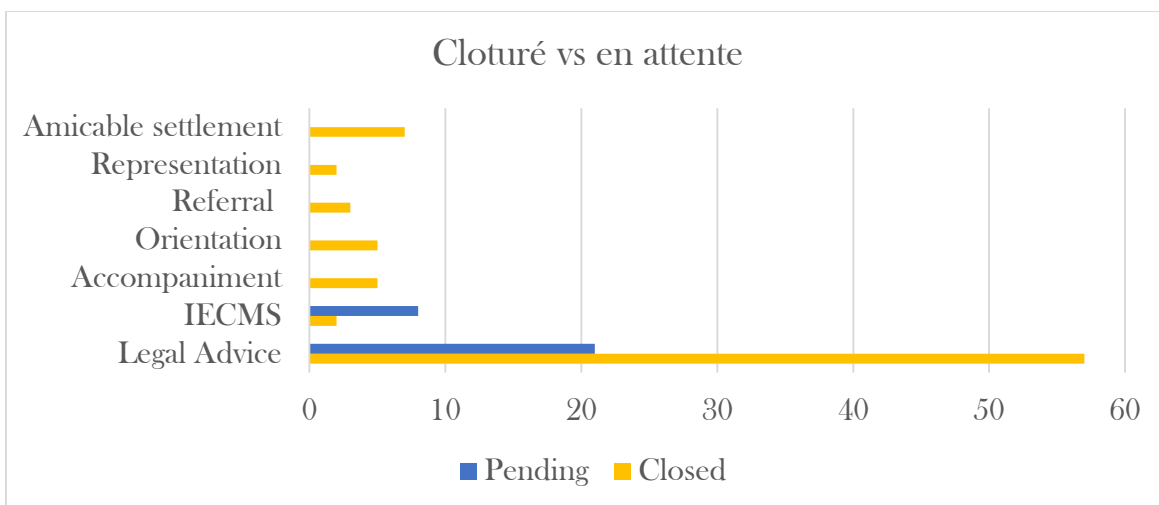
Les cliniques de TUBIBE AMAHORO ne sont pas nouvelles. Les cliniques juridiques ont fait intensivement en vue de promouvoir les droits des citoyens prévus par la constitution et autre règlements du Rwanda. Les cliniques ont fait recours aux méthodes d'aide juridique, accompagnement, référé les cas, représentation et paiement des tests ADN pour les filles et femmes n'ayant pas de moyen et présentant des sérieux de violation des droits de leur enfants.

2.3.1. Offre d'aide juridique en district de Rutsiro

Dans le district de Rutsiro, les citoyens ont bénéficié les aide juridique de façon que 112 citoyens ont été reçu au bureau de TUBIBE AMAHORO dans les 10 mois passe et afficha des résultats ci-dessous :

Service offered	Clients			Status	
	Women	Men	Total	Closed	Pending
Legal Advice	41	37	78	57	21
IECMS	7	3	10	2	8
Accompagnement	2	1	3	5	0
Orientation	6	2	8	5	0
Referral	1	2	3	3	0
Representation	2	0	2	2	0
Amicable settlement	4	4	8	7	0
Total on the service	63	49	112	83	29

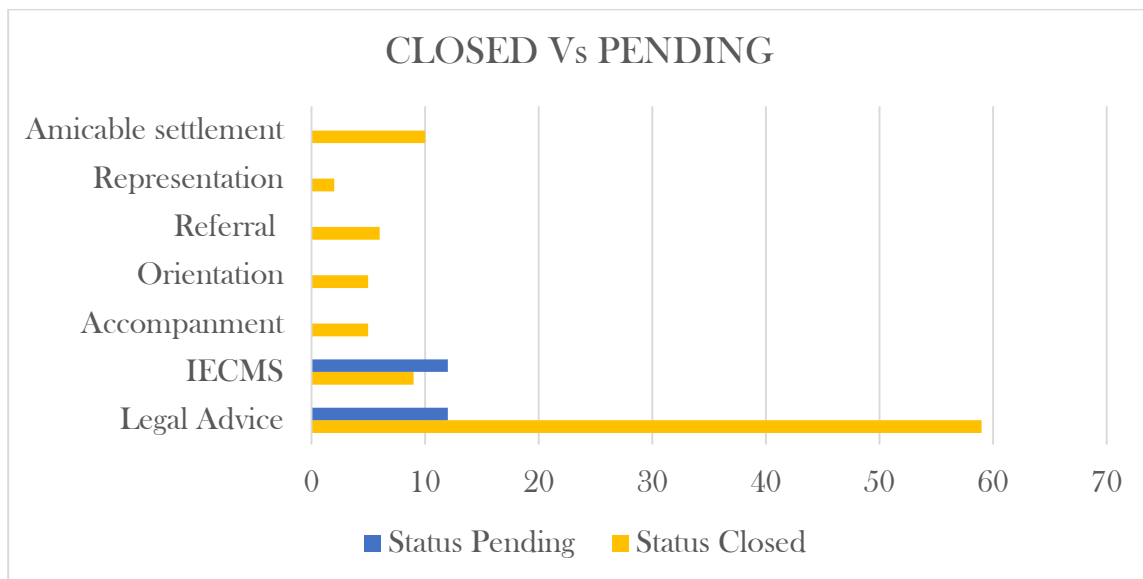
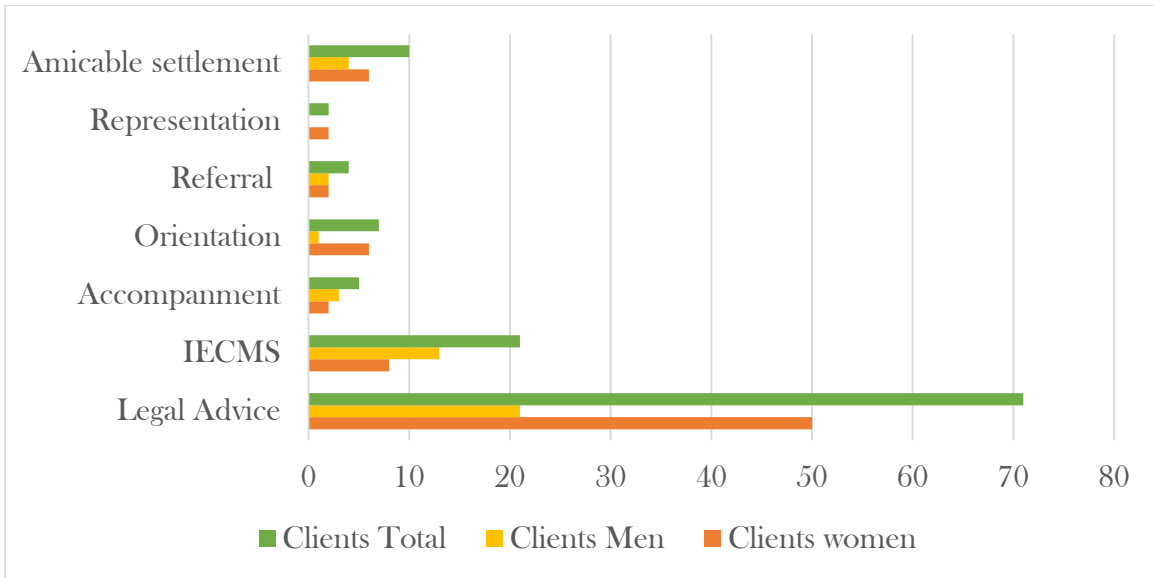




2.3.2. Offre d'aide juridique en district de Karongi

Dans le district de Karongi, les citoyens ont bénéficié les aide juridique de façon que 120 citoyens ont été reçu au bureau de TUBIBE AMAHORO dans les 10 mois passe et afficha des résultats ci-dessous :

Service offered	Clients			Status	
	Women	Men	Total	Closed	Pending
Legal Advice	50	21	71	59	12
IECMS	8	13	21	9	12
Accompagnement	2	3	5	5	0
Orientation	6	1	7	5	0
Referral	2	2	4	4	0
Representation	2	0	2	2	0
Amicable settlement	6	4	10	10	0
Total on the service	76	44	120	96	24



2.4. Règlement à l'amiable des conflits par le renforcement des Comités Abunzi en médiation

2.4.1. Formation des comités Abunzi des secteurs dans la politique ADR

Le rôle principal des comités Abunzi est de concilier les parties qui leur soumettent leurs litiges. Ce n'est qu'en cas d'échec de la médiation que les Abunzi peuvent procéder à la prise de décision. Bien qu'ayant cet aspect hybride les comités Abunzi ont plus tendance à décider sur les disputes qui leur sont soumis qu'à aider les parties à trouver un règlement à l'amiable du litige qui leur est soumis. Pour promouvoir le privilège de la médiation sur la prise de décision, les Comités Abunzi de Secteurs sont formés sur la politique ADR et sur les techniques de médiation du litige.

Les juristes des CAJ de Rutsiro et Karongi qui ont été formés sur la politique ADR et formation des adultes ont organisé les formations des Comités Abunzi du ressort de leurs districts respectifs. Les

sessions sont organisées en groupe de 3 comités et suivront une formation d'une journée. Mais il y a eu des fois que le groupage paraît impossible et format un seul comité dépendant de la situation géographique. C'est le cas de secteur Mukura. Et autre endroits le groupage est faite au plus de 3 comites, c'est le cas de site Ruhango toute en district de Rutsiro.

Dans le district de Karongi la formation a été faite de façon suivante :

Le site de Mubuga reuni les comités de Mubuga, Gishyita, Rwankuba et Twumba. La site de Rubengera reuni les comités de Rubengera, Rugabano , Gitesi , Bwishyura et Mutuntu ainsi que la site de Gashari qui a reuni les comités de Gashari, Murundi , Murambi et Ruganda

DATE	Site	Participants	Présence	
			F	M
Le23 Mai 2023	RUBENGERA	35	14	21
Le 24 Mai 2023	MUBUGA	28	13	15
Le 25 Mai 2023	GASHARI	33	13	20
TOTAL		96	40	56

Dans le district de Rutsiro les formations ont eu lieu dans des sites et date ci-dessous :

Le site de Mukura reunissant les abunzi d'un seul secteur ; le site de Gihango reunissant Mushubati, Murunda et Gihango. Le site de Kivumu reunissant les comités de Nyabirasi, Kivumu, et Kigeyo. Le site de Ruhango reunissant Boneza, Musasa, Mushonyi et Ruhango.

DATE	Site	Participants	Presence	
			F	M
Le23 Mai 2023	MUKURA	8	4	4
Le 29 Mai 2023	GIHANGO	24	9	14
Le 30 Mai 2023	RUSEBEYA	16	7	9
Le 05 Juin 2023	RUHANGO	32	13	19
Le 06 Juin 2023	KIVUMU	24	10	12
TOTAL		104	43	58

TUBIBE AMAHORO a déployé les moyens de transport servant à attendre le lieu de formation, les repas de midi pour être consistant.

Les agents MAJ ont fait des rappels des moyens de médiation, utilisant les exemples concrets et de ces exemples en tirent les conclusions montrant les erreurs faite et les quoi à corriger.

Les agents CAJ de TUBIBE AMAHORO ont fait les énoncés des grandes lignes de la politique alternative de résolution de conflits et leur mise en application dans le domaine de Médiation faite par Abunzi. Les agents les ont facilités à savoir plus :

- ➔ évaluer la pertinence d'un MARC¹
- ➔ compréhension de la nature globale du conflit
- ➔ rencontrer et connaître les caractéristiques propres aux parties afin de rendre le processus aussi utile et confortable que possible pour chacune des parties
- ➔ établir et s'entendre sur ce que chaque partie souhaite résoudre
- ➔ décrire brièvement les attentes, le processus et l'agenda
- ➔ exposer les lignes directrices et définir les rôles
- ➔ s'assurer que tous sont prêts à procéder
- ➔ permettre aux parties d'exposer leur point de vue

Définition des problèmes et des objectifs et élaboration des options

- ➔ favoriser la communication et la compréhension
- ➔ donne aux parties la chance de donner leur point de vue, d'échanger des renseignements pour mieux cerner les problèmes et établir quels objectifs sont prioritaires
- ➔ définir les points sur lesquels les parties s'entendent et cerner les principaux intérêts
- ➔ clarifier les hypothèses
- ➔ aider les participants à trouver des options qui répondent à leurs intérêts et vérifier la faisabilité des options
- ➔ énumérer les étapes de la mise en œuvre
- ➔ évaluer la meilleure solution de rechange (MESOR)

Conclusion d'une entente

- ➔ aider les parties à prendre suffisamment d'éléments en considération pour s'assurer de la durabilité de toute entente
- ➔ aider les participants à rédiger une entente, le cas échéant
- ➔ définir les modalités définitives de l'option retenue
- ➔ établir le fondement et planifier l'évaluation
- ➔ motif(s) empêchant la résolution du différend (si pertinent)

Les Abunzi ont eu le temps de poser des questions y relatives.

¹ Mode alternative de règlement de conflit

Comme résultats,

Incidence 1 : les Abunzi ont eu connaissance des grandes lignes de la politique ADR et leur application. Ils se sont engagés à les respecter et à les appliquer dans leurs responsabilités comme Abunzi. Une étude et ou recherche se chargera a montré le changement émanant de cette engagement par analyse des cas soumis au Abunzi de secteurs et le nombre de appel par rapport au nombre total de déférents ;

Incidence 2 : les Abunzi ont eu connaissance d'orienter les séances pour s'assurer que le processus reste axé sur les objectifs établis pour le participant savoir concilier afin de réconcilier.

2.5. Les sessions d'exécutions de jugements Gacaca et autres

Les arriérés d'exécution des jugements restent une réalité persistante dans le pays. Depuis la clôture des activités des tribunaux *Gacaca*, beaucoup de décisions sont demeurées inexécutées pour multiples raisons dont, et en majeure partie, le manque de connaissances nécessaires ainsi que l'inexistence d'un état des lieux clair de l'état d'exécution des jugements, chez les Huissiers Non Professionnels (HNP) dans leurs Secteurs et de Cellules.

Le retard d'exécution des jugements favorise la multiplication et l'aggravation des conflits au sein de la communauté et menace une cohésion sociale encore fragile.

De ce fait, les huissiers non professionnels sont appuyés, dans l'exécution volontaire des jugements *Gacaca* par les juristes et para juristes à travers les centres d'aide juridique (CAJ) de TUBIBE AMAHORO

Au cours de cet année de ce projet, TUBIBE AMAHORO a effectué les séances d'exécution dans le district de Karongi et Rutsiro du 15 Juin au 30 Aout 2023, TUBIBE AMAHORO a intensivement investi ses moyens matériels, personnels et financiers dans l'exécution des aliène jugement *Gacaca* qui par après a permis d'enregistre les changements suivant :

Incidence 1 : du fait que certain citoyens ont manqué les moyen de payer et de conclure leurs obligations émanant des jugements *Gacaca*, TUBIBE AMAHORO a fait recours aux alternative de résolution de conflit et ouvrant l'espace de dialogue. C'est ainsi que certain débiteur de dettes et obligation ont demandé le pardon aux victimes de leur actes. De ce fait 275 personnes ont été pardonnées une dette de 5.590.200Frw par les victimes en district de Rutsiro et 16 personnes en district de Karongi avec une valeur de 307.730Frw

Incidence 2 : les instances de district ont eu une image des jugements *Gacaca* en attente d'exécution, ce qui permettra le plan futur d'exécution de ces jugements

3. LES DEFIS RENCONTREES

Les défis rencontrés dans la mise en œuvre de ce projet sont de différentes catégories.

3.1. Une volonté insuffisante

La politique ADR est peu connue par la population car il est récent. La population n'a pas en grande quantité la volonté de changer l'habitude de faire recours aux tribunaux. Certaines autorités ne voient pas l'importance dans son intégralité de l'utilisation de la politique alternative de résolution de conflit ce qui limite le champ d'application dans leur ressort.

3.2. Distance et topographie

La région montagneuse avec des accès souvent difficile, de climat pluvieux, de glissement de terrain a affecté les activités notamment au niveau des accompagnements et surtout des formations des comités Abunzi et des exécutions de jugement Gacaca. Ceci a été la cause de l'activation de stratégies d'atténuation différente de celle établies par le projet, notamment l'établissement de site alternatif additionnel.

4. REUSSITES & LESSONS APPRISE

4.1. Réussites

Exécution des jugements Gacaca était vraiment un fardeau qui pesait sur l'administration des entités de district, car tout jugement qui n'entre pas dans sa phase terminale d'exécution n'est pas une justice rendu ! TUBIBE AMAHORO a le plaisir de voir plus de 300 Jugement Gacaca étant exécuté par le bon consentement et volonté des parties. Ceci surtout par la médiation de TUBIBE AMAHORO. Ce dernier souhaite voir les citoyens accompagner par les autorités répéter la même procédure et recueillir les mêmes résultats ou voir même plus.

4.2. Leçons apprises

1. Dans l'exécution des jugements en attente, une discussion conjointe des victimes et les détenteurs d'obligation de payer en collaboration intensive des tiers comme agent des organisations non gouvernementale ou/et agent d'état pour trouver une solution basée sur l'intérêt de deux parties peut donner des bons résultats et continuer de stimuler la réconciliation. Ceci c'est le cas de Mukura ou deux personnes victimes du génocide perpétré contre les Tutsi en 1994 qui ont pardonné les détenteurs d'obligation de payer sous la médiation de TUBIBE AMAHORO;
2. Le mode alternatif de résolution des conflits peut être un recours parfait dans la résolution des jugements Gacaca et autre car il ouvre le dialogue et la discussion.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1. Conclusion

Les activités du projet ITUZE IWACU ont été bien appréciés non seulement par les citoyens de districts opérationnels mais aussi les autorités qui de jour en jour aient la responsabilité de résoudre les différends. Le fait de donner une aide utile et nécessaire aux autorités de secteurs dans la résolution des cas des jugements Gacaca toujours en attente d'exécution a été une pierre angulaire dans la réconciliation du peuple rwandais. La dissémination et la formation des comités Abunzi sur les grandes lignes de la politique alternative de résolution de conflit a été faite au moment bien chronométré du fait que la politique a été venue d'être publiée.

5.2. Recommandations

- ❖ La sensibilisation doit tenir compte sur certains aspects de la vie sociale comme les écoles, le groupement Ibimina, VSL groups amatsinda...
- ❖ Continuer de rejoindre les citoyens dans leurs cellules et secteurs (aide juridique mobile) pour donner l'aide juridique gratuitement sans coût initial ;
- ❖ Les participants ont demandé et appelé TUBIBE AMAHORO et Partenaire RCN Justice & Démocratie à Participer à l'encadrement des agents de médiation au sein de la communauté tel que Inshuti z'umuryango...
- ❖ Les participants ont demandé que les Abunzi de cellules soient pris en considération dans l'encadrement pour faciliter l'abunzi de façon professionnelle et en concordance avec la politique ADR ;
- ❖ Implication des membres du comité JRLOS dans la dissémination et utilisation de la politique alternative de résolution de conflits.